

Interdiction des armes nucléaires

Les Etats-Unis suivis comme leur ombre par la France et la Grande Bretagne n'ont pas participé à l'élaboration du traité d'interdiction des armes nucléaires et n'ont pas pris part au vote le jour de son approbation par l'assemblée générale des Nations Unies. La Russie et la Chine les deux puissances militaires menacées officiellement par les Etats-Unis en qualité d' « adversaires stratégiques » ne pouvaient pas prendre une autre position.

Le traité a été approuvé par 122 Etats, signé ensuite par 84. Ratifié aujourd'hui par 51 il entrera en application le 22 janvier 2021.

Un des arguments avancé pour la non signature a été l'existence du Traité de non prolifération des armes nucléaires signé lui par les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité qui met en place une police internationale pour éviter la prolifération c'est-à-dire la création d'armes nucléaires par d'autres pays et qui est accompagné par une promesse des signataires de s'engager eux-mêmes dans une politique de suppression de leur propre arsenal.

Rien n'a été fait dans cette direction. Mais le mécanisme de contrôle a bien été mis en place. Il fonctionne puisque, pour prendre un exemple connu, l'Iran qui a signé le traité de non prolifération a accepté du fait même un contrôle international de toutes ses installations nucléaires sur son propre territoire qui permet de vérifier s'il ne produit pas des matériaux nucléaires à usage militaire, les usages civils étant autorisés.

L'Iran se montre ainsi respectueux de l'ordre juridique international en la matière ce qui n'empêche pas les puissances occidentales Etats-Unis en tête de toujours suspecter ce pays de tricherie, de le présenter comme un tricheur impénitent et de le sanctionner pour des tricheries qu'il n'a pas commises mais qu'il « pourrait avoir l'intention de commettre ».

C'est une extraordinaire opération de diversion menée depuis des décennies puisqu'il y a bien dans le monde un tricheur impénitent connu, non signataire du traité de non prolifération qui détient à peu près autant de bombes nucléaires que la Chine et la France et plus que la Grande Bretagne : il s'agit de l'Etat d'Israël.

Jamais critiqué Israël garde depuis 50 ans ce secret de polichinelle en pratiquant ce qu'il nomme l'ambiguïté stratégique et qui n'est en réalité qu'un énorme mensonge. Mais la tricherie dure car le tricheur a un protecteur.

Ces derniers jours à l'approche de l'installation d'un nouveau président à la Maison Blanche l'archevêque sud africain Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix a publié un texte d'une brûlante actualité qui explique pourquoi perdure le mensonge israélien. Le tricheur est en effet puissamment protégé.

Joe Biden devrait mettre fin à la dissimulation américaine sur les armes nucléaires "secrètes" d'Israël

Par Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, ancien archevêque du Cap et, de 1996 à 2003.

Il a présidé la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud

03 janvier 2020 "Information Clearing House" – Traduction Comaguer

Chaque administration américaine récente a accompli un rituel pervers lors de son entrée en fonction. Tous ont accepté de saper le droit américain en signant des lettres secrètes stipulant qu'ils ne reconnaîtront pas une chose que tout le monde sait : qu'Israël possède un arsenal d'armes nucléaires.

Une partie de la raison en est d'empêcher les gens de se focaliser sur la capacité d'Israël à réduire des dizaines de villes en poussière. Cette incapacité à faire face à la menace posée par l'horrible arsenal israélien donne à son premier ministre, Benjamin Netanyahu, un sentiment de puissance et d'impunité, permettant à Israël de dicter ses conditions aux autres.

Mais un autre effet de l'approche de l'administration américaine est qu'elle évite d'invoquer les propres lois des États-Unis, qui demandent la fin des largesses des contribuables pour les proliférateurs d'armes nucléaires.

En fait, Israël est un proliférateur d'armes nucléaires multiples. Il existe des preuves accablantes qu'il a proposé de vendre au régime d'apartheid sud-africain des armes nucléaires dans les années 1970 et a même effectué un essai nucléaire commun. Le gouvernement américain a tenté de dissimuler ces faits. En outre, il n'a jamais signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Pourtant, les gouvernements américain et israélien ont fait pression pour l'invasion de l'Irak en se basant sur des mensonges concernant l'arrivée des champignons atomiques. Comme l'a dit Mordechai Vanunu, le dénonciateur nucléaire israélien : les armes nucléaires n'étaient pas en Irak - elles sont en Israël.

Les amendements des anciens sénateurs Stuart Symington et John Glenn à la loi sur l'aide à l'étranger interdisent l'aide économique et militaire des États-Unis aux proliférateurs nucléaires et aux pays qui acquièrent des armes nucléaires. Alors qu'il était président, Jimmy Carter a invoqué de telles dispositions contre l'Inde et le Pakistan.

Mais aucun président ne l'a fait à l'égard d'Israël. Bien au contraire. Il y a eu un accord oral depuis le président Richard Nixon pour accepter "l'ambiguïté nucléaire" d'Israël - en fait pour permettre à Israël la puissance qui vient avec les armes nucléaires sans en avoir la responsabilité. Et depuis le président Bill Clinton, selon le magazine New Yorker, il y a eu ces lettres secrètes.

Les présidents et les politiciens américains ont refusé de reconnaître qu'Israël possède des armes nucléaires même si la loi offre une exemption qui permettrait de poursuivre le financement si le président certifiait au Congrès que l'aide à un proliférateur serait d'un intérêt vital pour les États-Unis.

Le produit intérieur brut par habitant d'Israël est comparable à celui de la Grande-Bretagne. Néanmoins, l'argent des contribuables américains donné à Israël est supérieur à celui de tout autre pays. Corrigé de l'inflation, le montant publiquement connu au fil des ans approche maintenant les 300 milliards de dollars.

Cette farce devrait prendre fin. Le gouvernement américain devrait faire respecter ses lois et couper les financements à Israël en raison de son acquisition et de sa prolifération d'armes nucléaires. *(note Comaquer : comme il le fait régulièrement le congrès US vient de voter 3 milliards d'aide à Israël pour 2021. Le nouveau président pourrait donc s'opposer à cette subvention)*

La nouvelle administration Biden devrait reconnaître sans détour qu'Israël est l'un des principaux États à soutenir la prolifération nucléaire au Moyen-Orient et appliquer correctement la législation américaine. D'autres gouvernements - en particulier celui de l'Afrique du Sud - devraient insister sur l'état de droit et sur un désarmement significatif, et exhorter immédiatement le gouvernement américain à agir dans les termes les plus forts possibles.

L'apartheid était horrible en Afrique du Sud et il l'est encore plus lorsqu'Israël pratique sa propre forme d'apartheid contre les Palestiniens, avec des points de contrôle et un système de politiques oppressives. En effet, une autre loi américaine, la loi Leahy,

interdit l'aide militaire américaine aux gouvernements qui violent systématiquement les droits de l'homme.

Il est tout à fait possible que l'une des raisons pour lesquelles la version israélienne de l'apartheid a survécu à celle de l'Afrique du Sud soit qu'Israël a réussi à maintenir son système oppressif en utilisant non seulement les armes des soldats, mais aussi en gardant cette arme nucléaire pointée sur la tête de millions de personnes. La solution à ce problème n'est pas que les Palestiniens et les autres Arabes essaient d'obtenir de telles armes. La solution, c'est la paix, la justice et le désarmement.

L'Afrique du Sud a appris qu'elle ne pouvait avoir une paix et une justice réelles qu'en ayant une vérité qui mènerait à la réconciliation. Mais rien de tout cela ne se produira si la vérité n'est pas affrontée de front - et il y a peu de vérités plus cruciales à affronter qu'un arsenal d'armes nucléaires aux mains d'un gouvernement d'apartheid.